

Il n'y aura plus de contrôle budgétaire avant les élections

Le gouvernement Michel n'a pas l'intention d'organiser un dernier contrôle budgétaire avant les élections du 26 mai.

PIETER BLOMME

La semaine prochaine, la ministre du Budget Sophie Wilmès (MR) communiquera les derniers chiffres du budget de 2018. Probablement avec le sourire, car le résultat devrait être proche de l'équilibre. C'est en tout cas le meilleur résultat en plus de dix ans.

Lorsque le gouvernement fédéral a pris ses fonctions en 2014, il a hérité d'un déficit de 3,1% du PIB, soit 14 milliards d'euros. Si le déficit se situe aux alentours de 0,5%, on pourra dire que le gouvernement a parcouru une grande partie du chemin pour arriver à l'équilibre. Mais cet excellent résultat ne reflète pas la réalité des finances publiques. Il est surtout la conséquence d'une mesure unique: en augmentant les amendes infligées aux entreprises et aux indépendants qui ne versaient pas suffisamment d'impôts anticipés, le Trésor public a pu engranger l'an dernier plusieurs milliards d'euros de revenus supplémentaires.

D'après des récentes estimations communiquées par la Banque nationale de Belgique (BNB), ces revenus disparaissent en grande partie cette année. La BNB s'attend par ailleurs à un dou-

blement du déficit à 1,6% du PIB, soit plus de 7 milliards d'euros. En 2021, il devrait dépasser les 9 milliards d'euros.

En affaires courantes

En principe, un dernier contrôle budgétaire était prévu pour ce printemps. Il aurait permis certains réajustements, car l'objectif mis en avant par le gouvernement était d'arriver à un déficit de 4,5 milliards d'euros pour cette année. D'après les dernières estimations, on se tromperait de quelques milliards. Mais d'après des sources gouvernementales, ce contrôle n'aura pas lieu. *«Un contrôle budgétaire en affaires courantes ? Je ne le pense pas, peut-on entendre dans les cercles gouvernementaux. Nous n'avons plus les compétences pour d'éventuels ajustements.»*

Mais ce ne serait pas un luxe d'au minimum contrôler les chiffres. *«Nous surveillons de près les revenus et les dépenses», peut-on y entendre. Une source bien informée indique aussi que «le gouvernement n'a pas très envie de prendre le risque de se voir confronté à des mauvais chiffres».*

Car en effet, le budget devrait sortir des clous cette année, même si ce dérapage s'explique en partie par la démission du gouvernement: près de 1 milliard d'euros d'économies prévues ne pourront être réalisées vu que le budget de 2019 n'a pas été approuvé par le

Parlement. Par ailleurs, les perspectives pour 2019 étaient déjà plutôt pessimistes, car l'impact unique de l'augmentation des

«On devrait continuer à contrôler le budget, y compris lorsque le gouvernement est en affaires courantes.»

amendes dans le cadre du système d'impôts anticipés ne se répètera pas cette année.

Il est plus que probable que 2019 sera une année perdue pour le budget. Les élections auront lieu en mai et il ne faut pas espérer avoir rapidement un gouvernement fédéral en ordre de marche. Les ajustements budgétaires n'auront pas lieu avant 2020.

D'après nos sources, le prochain gouvernement devra consentir les mêmes efforts budgétaires que le gouvernement Michel en 2014. Mais alors que l'équipe de Charles Michel a pu bénéficier des taux bas, le prochain gouvernement ne pourra plus profiter de cette aubaine.